

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Aquitaine

Bordeaux, le 12 JUIL. 2013

Mission Connaissance et Évaluation
Dossier : KPP-2013-017

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 121-14 du code de l'urbanisme**

**Le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10, R.121-14 à R. 121-15 ;

Vu la demande présentée par le Président de la communauté de communes du Pays du Châtaignier, reçue le 4 juin 2013 demandant à l'autorité environnementale de se prononcer sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour l'élaboration de la carte communale de la commune de Mazeyrolles (24) ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 22 mai 2013 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Baudoin, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2013 pris au nom du Préfet et portant subdélégation de signature ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 1er juillet 2013 ;

Considérant que le projet consiste en la révision de la carte communale de la commune de Mazeyrolles limitrophe de communes qui comprennent une partie du site Natura 2000 « Coteaux de la vallée de la Lémance » ;

Considérant que le site Natura 2000 « Coteaux de la vallée de la Lémance » se situe à plus 4 km de la commune de Mazeyrolles, et que la vulnérabilité du site, identifiée dans le formulaire standard de données, porte sur des risques de colonisation spontanée des milieux herbacés par les ligneux et des risques d'enrésinement ;

Considérant que le projet apparaît important en termes de consommation d'espace, celui prévoyant une consommation d'environ 26,5 ha, dont 8,7 réservés à l'activité économique, alors que la commune dispose d'aucun dispositif d'assainissement collectif ;

Considérant que le projet de carte communale réduit les surfaces ouvertes à l'urbanisation dans le document actuellement opposable, les faisant passer de 38,32 ha à 26,45 ha ;

Considérant que le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative le site Natura 2000 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre Ier du titre II du livre premier du code de l'urbanisme, le projet de carte communale de la commune de Mazeyrolles **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.121-14-1 du code de l'urbanisme, devra être jointe au dossier d'enquête publique.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de la Région Aquitaine et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Pour le Préfet par délégation,
Pour la Directrice régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement,
L'adjoint au Chef de la mission Connaissance et Évaluation


Patrice DUBOIS

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
à adresser à Monsieur le Préfet de région
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale

Recours gracieux :
à adresser à Monsieur le Préfet de région.
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
à adresser au Tribunal administratif dans le ressort duquel se situe la Préfecture ayant pris la présente décision.

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).